



Extrait du www.acdn.net

<https://acdn.net/spip/spip.php?article85>

Revue de presse : Manifestation à Bar-Le-Duc contre l'enfouissement des déchets nucléaires (24/09/05)



- Accueil - Médias -
Date de mise en ligne : dimanche 25 septembre 2005

Description :

Revue de presse composée d'articles datés du 25 Sept. 2005 :

- ▶ Aujourd'hui en France
- ▶ Est Républicain
- ▶ Journal de la Haute-Marne
- ▶ Les dernières nouvelles d'Alsace
- ▶ Le Républicain Lorrain
- ▶ Le Télégramme de Brest
- ▶ La Voix du Nord
- ▶ L'Alsace

Copyright © www.acdn.net - Tous droits réservés

Aujourd'hui en France - Dimanche 25 septembre 2005

Le non à l'enfouissement des déchets radioactifs



Bar-le-Duc (Meuse). Plusieurs milliers de personnes, originaires de toute la France, sont venues dire "non" au stockage souterrain des déchets radioactifs, actuellement à l'étude à Bure (Meuse). Les manifestants, venus d'une quarantaine de départements, avaient répondu à l'appel du Réseau "Sortir du nucléaire" qui regroupe plus de 700 associations. Dans une ambiance festive, les manifestants se sont d'abord rendus au siège du Conseil général pour déposer une pétition comptant 45 000 signatures d'habitants de la Meuse et de la Haute-Marne qui réclament un référendum local. Certains s'étaient baillonnés pour symboliser l'absence de parole donnée aux citoyens dans ce dossier. Selon les associations, "le site de Bure n'est pas géologiquement stable comme on voudrait nous le faire croire : il y a de l'eau en sous-sol, il y a des failles, et des risques sismiques"

Est Républicain - 25.09.05 - Jean-Claude MIDON

Marée antinucléaire à Bar-le-Duc

Plus de quatre mille personnes dans les rues de la ville, venues dire non à l'enfouissement des déchets nucléaires à Bure. BAR-LE-DUC « Il est plus facile de rassembler cent mille manifestants à Paris que cinq mille à Bar-le-Duc. » Organisateur de la plus grande manifestation nationale jamais programmée en Meuse, les membres des collectifs

et organisations d'élus meusiens et haut-marnais contre l'enfouissement des déchets radioactifs s'affirmaient hier soir comblés. Non seulement ils estimaient avoir réussi à mobiliser six mille manifestants contre le lobby nucléaire (2.600 selon la police), mais surtout ils avaient multiplié en quelques heures des images symboliques et fortes destinées à cristalliser l'opinion autour des risques nés de l'enfouissement des déchets aux frontières de deux départements verts et pauvres de l'Est de la France.

De Krivine à Jacques Gaillot

D'Alain Krivine à Mgr Jacques Gaillot, en passant par Noël Mamère, Jean-Yves Cochet, Yann Werhling ou l'ancienne ministre écologiste de droite, Corinne Lepage, les politiques et membres de la société civile proches des mouvements altermondialistes n'avaient pas raté l'occasion d'afficher leur différence et leur refus du nucléaire en venant eux aussi manifester en Meuse, défiler sous la bannière des Verts, de Greenpeace, de la Ligue communiste révolutionnaire (LCR) ou en silence aux côtés d'amis. Leur message était invariable : « Faucheurs d'OGM et militants antinucléaires même combat », « Pas question d'accepter de produire des déchets pour des décennies afin de conforter l'électronucléaire et empoisonner la terre ».

Et c'est dans cette philosophie que sur le plan local les associations d'élus continuent à revendiquer l'organisation de référendums départementaux pour ou contre le labo de Bure. En quelques mois, les élus et les collectifs meusiens et haut-marnais ont réussi à rassembler sur les deux départements quarante-quatre mille signatures (sur quatre cent mille habitants) qu'ils sont venus, en délégation, remettre hier après-midi au président du conseil général de la Meuse, Christian Namy, en criant à l'unisson leur volonté de voir organiser rapidement une véritable consultation populaire.

Ville morte

Quelques instants plus tard, dans une ville quasiment morte où les commerçants avaient été exhortés à titre préventif et « anti casseurs » à fermer boutique, les manifestants, toutes générations et tendances confondues, se sont immobilisés et allongés à terre le long du boulevard de La Rochelle afin d'y symboliser la « mort prochaine d'un territoire » contaminé et pollué.

L'image était forte, la protestation silencieuse et poignante... à cent mille lieues d'une conclusion malgré tout festive de la manifestation sous les fenêtres du préfet de la Meuse, où en musique, les manifestants sont venus déposer de la terre non polluée, venue de soixante-dix départements pendant que d'autres accrochaient bannières et slogans antinucléaires aux fenêtres de la place Reggio.

Tout cela sous les yeux des officiers de trois compagnies de CRS mobilisés autour de la préfecture comme dans les rues adjacentes du conseil général pour parer à des provocations que les organisateurs de la manifestation avaient su anticiper et maîtriser.

Journal de la Haute-Marne - 25.09.05

Les anti-Bure ont de l'énergie

Plus de 5000 personnes ont sillonné hier les rues de Bar-le-Duc pour s'opposer à l'enfouissement des déchets radioactifs, notamment à Bure. Et par des actions symboliques et bon enfant, ont fustigé un "débat bidon"

Les collectifs opposés à l'enfouissement des déchets radioactifs ont réussi leur test, hier à Bar-le-Duc. A l'appel de plusieurs associations, près de 5000 personnes ont sillonné les rues de la ville, menant des actions symboliques.

Une première d'ampleur nationale. De mémoire de Barisien, on n'avait pas vu un tel déploiement dans la préfecture meusienne. Hier, à l'appel des collectifs d'associations opposées à l'enfouissement de déchets nucléaires, près de 5000 manifestants (3000 selon la police) ont battu le pavé. Participation et couverture médiatique sont au plus haut : test réussi pour les organisateurs meusiens et haut-marnais.

"Ré-sis-tance !", criait une militante suisse de l'association contrAtom, de Genève. C'est bien le sentiment qui prédomine à l'issue de cette manifestation. Bure, sujet jusqu'ici local, prend une dimension nationale, voire internationale. Opposants à l'enfouissement de déchets nucléaires -militants anti-nucléaire tout court, aussi-, élus et simples citoyens, ils sont venus de toute la France (Gard, Midi toulousain, Normandie, Oise, Nord, etc), d'Allemagne ou de Suisse. Pour "résister", comme cette Meusienne, accompagnée de son fils "et de ses copains de lycée". Se

faire entendre, surtout.

Consultation légitimée

Slogans, pancartes, tracts, affiches, tee-shirts... Les moyens étaient divers. Le message, 1000 fois lu dans la journée, toujours le même : "Ni ici, ni ailleurs". du hall des brasseries, d'où le cortège est parti, à la préfecture, en passant par le Conseil général, la manifestation, bon enfant mais déterminée, a démontré un potentiel de mobilisation jamais atteint. Loin des maigres rassemblements devant les grilles du laboratoire de Bure.

Au Conseil général, une délégation a remis au président Christian Namy un carton plein des 45 000 pétitions signées demandant l'organisation d'un référendum sur l'enfouissement de déchets en Meuse et Haute-Marne. A la préfecture, une motion à l'attention du gouvernement, stigmatisait les "impasses" du programme nucléaire français. Avant que le rassemblement ne se disloque, place Reggio, les invités nationaux (lire ci-dessous) et locaux ont pris la parole. Pour insister encore sur le fait que la mobilisation légitime la demande de consultation populaire. Le débat de 2006 à l'Assemblée nationale sera-t-il influencé par la pression de la rue ? Une chose est sûre : les opposants ne "lâcheront pas les politiciens. Il faut les marquer à la culotte, leur mordre les mollets", arguait l'une d'eux. Rien n'est encore joué, mais après cette journée, les opposants à l'enfouissement ont gagné en assurance.

Alain Krivine : "Un autre choix de société"

Alain Krivine, porte-parole de la Ligue communiste révolutionnaire, menait ses troupes, venues nombreuses, hier. Son mot d'ordre : les choix de société, forcément "mauvais", et la façon de les changer.

Le Journal de la Haute-Marne : Vous considérez-vous comme faisant partie d'une résistance citoyenne ?

Alain Krivine : Bien sûr. On suit le mouvement depuis le début. La résistance au tout-nucléaire, c'est le même combat que celui des faucheurs volontaires de champs d'OGM. Il faut organiser cette résistance, afin de faire évoluer les choix de notre société.

JHM : Concrètement, ça signifie ?

A.K. : Consommer différemment. Envisager une baisse d'utilisation des énergies. Par exemple, développer une politique de transports collectifs plus efficace. Le problème, c'est qu'en France on fait des choix énergétiques qui nous poussent à une consommation maximum. On voit ce que ça donne actuellement avec le pétrole...

JHM : Si on n'a plus de pétrole, il faut bien d'autres sources énergétiques. Peut-on arrêter le programme nucléaire aujourd'hui ?

A.K. : La première chose à régler, c'est les déchets. Ils doivent tout d'abord rester sur les lieux de production. Déjà, ça éviterait les problèmes de transports. Après c'est clair, il faut stopper le programme. Mais ça n'ira pas tout seul : il faut plus de crédit pour développer les énergies alternatives.

Jacques Gaillot : "Mobilisation réconfortante"

Mgr Jacques Gaillot, évêque de Partenia, homme d'église engagé originaire de Saint-Dizier, a fait le déplacement "exprès, en bus depuis Paris", pour assister à la manifestation. Il souligne la forte mobilisation, surtout chez les jeunes.

Le Journal de la Haute-Marne : On vous sait engagé. On sait moins que le combat contre le nucléaire est l'un de vos chevaux de bataille...

Jacques Gaillot : Déjà en 1995, j'ai manifesté contre la reprise des essais nucléaires dans le Pacifique, à Mururoa. J'ai également participé, il y a plusieurs années, à une autre manifestation, à Bure même.

JHM : Mais c'est la première fois que vous participez, à côté de chez vous, à un rassemblement d'une telle ampleur ?

J.G. : Oui, et ça prouve qu'on n'enfouira pas les citoyens de Meuse et de Haute-Marne. C'est réconfortant, de voir tous ces gens, tous ces jeunes, qui n'acceptent pas que leur pays devienne une poubelle nucléaire. Car c'est bien là le problème : il s'agit moins de trouver un lieu qu'une solution pour les déchets.

JHM : Votre franc-parler est-il compatible avec votre engagement spirituel ?

J.G. : On m'a souvent reproché, au sein de l'église et en dehors, cet engagement. Mais je suis aussi un citoyen. L'église ne doit pas vivre en dehors du monde. Ce que je fais là, il me faut, il nous faut le dire. Plus tard, nos successeurs nous féliciteront.

Corinne Lepage : "Manque de débat public en France"

Corinne Lepage, présidente du parti politique Cap 21, ancienne ministre de l'Environnement de 1995 à 1997, était présente. Elle revient sur le besoin de débat public en France, qui en manque cruellement.

Le Journal de la Haute-Marne : Pensez-vous que le débat sur la gestion des déchets nucléaires, lancé avec les auditions publiques, est utile ?

Corinne Lepage : C'est un faux débat. On laisse le choix aux citoyens entre Bure et Bure, puisqu'il n'y a pas d'autre site envisagé. Sans compter que l'information n'est pas donnée, ou alors de manière univoque. Je suis choquée de la façon dont le débat public évolue en France.

JHM : La consultation est truquée, selon vous ?

C.L. : On fait croire qu'on débat avec la population, mais c'est totalement formel : les décisions sont déjà prises. C'est pour la façade, sans la maison qui va derrière. Il faut réellement consulter la population, donc organiser ce référendum demandé par les élus meusiens et haut-marnais opposés à l'enfouissement (elle l'a signé plus tôt dans la journée, Ndlr). D'ailleurs, je lance un appel à tous les départements pour organiser une campagne de signatures afin de mettre en place des référendums sur le nucléaire partout, comme la loi le permet.

JHM : Vous souhaitez l'arrêt complet du programme ?

C.L. : Sur ce point, mon avis diverge de celui des Verts. Je ne dis pas "Stop tout de suite", mais "demandons l'avis des Français". Comme dans une démocratie.

Les dernières nouvelles d'Alsace - Dimanche 25 septembre 2005

Environnement

L'enfouissement des déchets radioactifs contesté à Bar-le-Duc

Plusieurs milliers de personnes, originaires de toute la France, sont venues dire « non », hier à Bar-le-Duc, au stockage souterrain des déchets radioactifs à l'étude à Bure (Meuse) et soutenir les populations locales qui réclament un référendum sur la question.

Les manifestants - 6 000 selon les organisateurs, 3 000 selon la police - venus d'une quarantaine de départements, avaient répondu à l'appel du collectif Bure-Stop, d'un collectif d'élus contre l'enfouissement des déchets ainsi que du réseau Sortir du nucléaire, regroupant plus de 700 associations.

« Nous sommes solidaires des Meusiens et nous sommes venus leur apporter notre soutien », a expliqué Philippe Guédé, arrivé de Mayenne. Là-bas, a-t-il rappelé, « la pression populaire » a permis d'empêcher l'implantation dans le massif d'Izé d'un laboratoire de recherches sur le stockage des déchets en terrain granitique.

Dans une ambiance festive, les manifestants se sont d'abord rendus au siège du conseil général. Ils y ont déposé une pétition comptant 45 000 signatures d'habitants de la Meuse et de la Haute-Marne qui réclament un référendum

local.

« Bure : je veux donner mon avis », pouvait-on lire sur une banderole en tête de cortège. Certains, estimant qu'il était impossible aux habitants de s'exprimer, s'étaient bâillonnés.

Un débat public est actuellement en cours dans plusieurs villes de France, en prévision d'un projet de loi sur la gestion des déchets radioactifs qui doit être présenté en 2006 au Parlement. Plusieurs collectifs antinucléaires ont indiqué qu'ils n'y participeraient pas, le qualifiant de « tronqué et trompeur ».

« Nous voulons alerter les parlementaires afin qu'ils ne prennent pas de décision irresponsable en 2006 car les travaux menés à Bure n'offrent pas de garanties de sécurité suffisantes », a souligné Corinne François, porte-parole du collectif Bure-Stop. Une faisabilité de principe. Dans un pré-rapport remis en juin au gouvernement, l'Agence nationale pour la gestion des déchets radioactifs (Andra), en charge du laboratoire de Bure, a conclu à la « faisabilité de principe » d'un stockage souterrain « avec une confiance raisonnable ».

« Le site de Bure n'est pas géologiquement stable, comme on veut nous le faire croire : il y a de l'eau en sous-sol, il y a des failles, des risques sismiques existent », s'est alarmée Corinne François.

En milieu d'après-midi, les manifestants se sont allongés, formant un tapis humain sur près d'un kilomètre pour un « die-in », action censée symboliser que « le nucléaire, c'est la mort ». Ils se sont ensuite dirigés vers la préfecture de la Meuse pour déposer des sacs de terre provenant des départements représentés dans le cortège.

« A l'exception du Gard. La terre y est déjà contaminée », a lancé un représentant de ce département où se trouve le site nucléaire de Marcoule.

Le Républicain Lorrain - Dimanche 25 septembre 2005

Les antinucléaires disent non à l'enfouissement des déchets



Bar-le-Duc carrefour antinucléaire... Le mot d'ordre national de mobilisation contre le site expérimental d'enfouissement des déchets radioactifs de Bure a rassemblé, hier, plusieurs milliers de manifestants dans les rues de la cité meusienne. Un coup de semonce en prévision du débat parlementaire prévu en 2006.

On va observer ensemble trois minutes de silence pour les victimes du nucléaire. Ensuite on retirera nos bâillons avant de les accrocher sur la grille du conseil général. Et puis on poussera tous ensemble un formidable cri pour montrer qu'on n'accepte ni l'enfouissement, ni un débat tronqué". Le "cri qui tue", ainsi baptisé par les manifestants eux-mêmes, a ébranlé le cortège jusqu'à assourdir le périmètre de la ville haute. Mais c'est encore le long silence le

précédant qui a le plus impressionné. Plus tard les participants sacrifieront au rituel du "die in" (sit in en version allongée) sur le boulevard de La Rochelle.

Trois mille selon la police, six mille selon les organisateurs... Bar-le-Duc a rassemblé hier la planète antinucléaire. En début d'après-midi, le cortège s'étire depuis la ville basse en direction du conseil général. Une rencontre y est prévue entre les élus anti-Bure et le patron du Département Christian Namy. La manif, elle, rassemble large. Des Verts à la CNT, en passant par la Conf', la LCR ou encore Greenpeace, le spectre de l'extrême gauche s'illustre à grand renfort de calicots vilipendant la politique énergétique de l'Hexagone. Mais les associations ne sont pas en reste. "Des délégations sont venues d'au moins trente-cinq départements", claironne Corinne François, de la Coordination nationale des collectifs opposés à l'enfouissement des déchets nucléaires".

Contentieux. D'ailleurs ce sont elles qui mènent la danse. Au risque d'écorner quelques susceptibilités chez les pros. Ainsi les têtes d'affiche des Verts ont-elles été privées de conférence de presse quelques instants avant le départ du cortège. "On leur a fait comprendre que ça serait malvenu", commente Hervé Grimal, du réseau Sortir du nucléaire, qui, lui, a effectué le voyage depuis le Gard. Entre les premiers et les seconds, le contentieux porte un nom : celui de Dominique Voynet. En 1999, l'élue verte occupe le maroquin de ministre de l'Environnement lorsqu'elle signe le décret propulsant Bure premier centre d'expérimentation sur l'enfouissement. "A l'époque, c'était ça ou le feu vert pour le canal à grand gabarit Rhin-Rhône. Un autre désastre plus immédiat encore", justifie a posteriori Philippe Leclercq, conseiller régional (Verts) de Lorraine. A ses côtés, Noël Mamère ou Marie Isler-Béguin font la moue à l'évocation de ce douloureux souvenir. Mais sur le fond, ils ne disent pas autre chose : "Lorsqu'on est archi minoritaire dans un gouvernement, il y a des compromis à passer", assure le premier, tout de même pressé de tourner la page : "En 2005, les temps ont changé. On n'est pas obligé d'assumer des situations politiques anciennes", plaide-t-il. La députée européenne préfère, elle, souligner son opposition inflexible au site de Bure : "Nous, Verts Lorrains, avons toujours préconisé le stockage en sub-surface dans le périmètre des centrales nucléaires, afin de limiter le tourisme des déchets".

Trait d'union entre les marcheurs, tous, ou presque, refusent de prendre part à la discussion organisée par la Commission nationale du débat public, dans le cadre de la loi Bataille. "C'est une mascarade, on préfère attendre le débat parlementaire sur la gestion des déchets", objecte Corinne François. Un rendez-vous prévu dans le courant du premier semestre 2006. Bar-le-Duc pourrait bien n'être qu'un coup de semonce.

Le Télégramme de Brest - 25.09.05

Déchets radioactifs - Manifestation pour dire « non » à l'enfouissement

Plusieurs milliers de personnes, originaires de toute la France, sont venues dire « non », hier à Bar-le-Duc, au stockage souterrain des déchets radioactifs, à l'étude à Bure (Meuse), et soutenir les populations locales qui réclament un référendum sur la question. Les manifestants - 6.000 selon les organisateurs, 3.000 selon la police - ont répondu à l'appel du collectif Bure-Stop et du réseau Sortir du nucléaire. Certains manifestants s'étaient bâillonnés (ci-contre) pour symboliser l'absence de parole donnée aux citoyens dans ce dossier. (Photo AFP)

La Voix du Nord - 25.09.05

Déchets radioactifs

Plusieurs milliers de personnes, originaires de toute la France, sont venues dire « non », hier à Bar-le-Duc, au stockage souterrain des déchets radioactifs à l'étude à Bure (Meuse) et soutenir les populations locales qui réclament un référendum sur la question. Un débat public est actuellement en cours dans plusieurs villes, en prévision d'un projet de loi sur la gestion des déchets radioactifs présenté en 2006 au Parlement.

L'ALSACE - 25.09.05

DÉCHETS RADIOACTIFS - Mobilisation à Bar-le-Duc

Plusieurs milliers de personnes, originaires de toute la France, sont venues dire « non », hier à Bar-le-Duc, au stockage souterrain des déchets radioactifs à l'étude à Bure (Meuse) et soutenir les populations locales qui réclament un référendum sur la question. Les manifestants - 6000 selon les organisateurs, 3000 selon la police - venus d'une quarantaine de départements, avaient répondu à l'appel du collectif Bure-Stop, d'un collectif d'élus contre l'enfouissement des déchets ainsi que du réseau Sortir du nucléaire, regroupant plus de 700 associations. « Nous sommes solidaires des Meusiens et nous sommes venus leur apporter notre soutien », a expliqué Philippe Guédé, arrivé de Mayenne. Il a rappelé comment, dans son département, « la pression populaire » avait permis d'empêcher l'implantation dans le massif d'Izé d'un laboratoire de recherches sur le stockage des déchets en terrain granitique. Dans une ambiance festive, les manifestants se sont d'abord rendus au siège du conseil général pour déposer une pétition comptant 45 000 signatures d'habitants de la Meuse et de la Haute-Marne qui réclament un référendum local. Certains s'étaient bâillonnés pour symboliser l'absence de parole donnée aux citoyens dans ce dossier. « Bure : je veux donner mon avis », pouvait-on lire sur une banderole en tête de cortège. Un débat public est actuellement en cours dans plusieurs villes de France, en prévision d'un projet de loi sur la gestion des déchets radioactifs qui doit être présenté en 2006 au Parlement.